

RECENSIONS



Jean-Baptiste Noé, et alii
***Le Déclin d'un monde. Géopolitique des affrontements
et des rivalités***

Paris, L'artilleur, 2022, 288 p.

Jean-Baptiste Noé est le rédacteur-en-chef de la prestigieuse revue *Conflits* et la pertinence de son expertise était attendue dans cette analyse de la géopolitique des affrontements et des rivalités dans la perspective de l'année 2023. Il existe une diversité très riche de la nature des conflits qui traversent ce moment de changement paradigmatique et c'est tout le mérite de cet ouvrage d'en décliner les caractéristiques propres à chaque belligérance.

Riche d'une trentaine de cartes en noir et blanc et d'une centaine de graphes, l'ouvrage ne se limite pas à la simple exposition des faits et au rappel des données des différents évènements conflictuels, mais il offre au lecteur élucidation et prospective en utilisant le symbole de la guerre et du conflit qu'est l'épée. En effet, la fonction première de l'analyste est de donner les clefs de compréhension d'une situation géopolitique et de ses ressorts plus ou moins connus, en soulevant le voile des motivations des acteurs et de leurs moyens disponibles. Mais le livre de Jean-Baptiste Noé, aidé sur quelques chapitres par Daniel Dory, maître de conférences HDR à l'Université de La Rochelle et Hervé Théry, professeur à l'Université de Sao Paolo et au CNRS, va plus loin en procurant l'étude des prolongements logiques possibles à partir de ses fils rouges et de ses tendances lourdes. Enfin, l'auteur étudie de près les cas de conflits potentiels en évaluant les possibilités d'extension d'une crise vers le conflit ou au contraire en pointant les facteurs d'apaisement, de relâchement des tensions. Cette capacité prospective est assez rare pour être soulignée, notamment aujourd'hui où l'on assiste au naufrage de la surmédiatisation dite « en temps réel » des évolutions de conflits, naufrage dû aux erreurs et aux manipulations de géopoliticiens de plateaux contredits par les évènements d'un jour à l'autre.

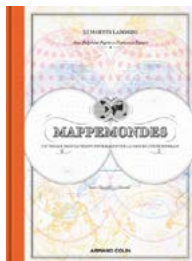
En trois grandes parties déclinées en huit chapitres équilibrés, l'ouvrage revient tout d'abord sur la problématique de la confrontation de l'Europe à la réalité du conflit aujourd'hui et au vestige d'une puissance virile peut-être passée, en tout cas dépassée, au regard de la multiplicité et du déferlement des défis de grande ampleur, du contrôle des routes énergétiques stratégiques à la question d'une vague

migratoire invasive en passant par la porosité de ses frontières, au profit de la puissance impériale extra-européenne. Dans ce cadre, la France demeure le seul pôle de puissance potentiel, en tentant de conserver tout l'horizon capacitaire en matière de défense mais pour combien de temps ?

La deuxième partie voit l'auteur développer le basculement mondial que constitue la forte concurrence de la prééminence occidentale aujourd'hui en passe d'être reléguée, que ce soit au sein du cadre diplomatique multilatéral ou celui stratégique avec l'OTAN notamment. La Chine, la Russie, avec la particularité de leur puissance et de leurs limites sont passées au crible de l'analyse géopolitique mobilisée par Jean-Baptiste Noé, mais également leur partenariat stratégique dans des enceintes internationales de taille mondiale que sont les BRICS ou l'OCS, par exemple. Dans ce cadre, un chapitre est consacré à l'émission de la menace, terrorisme, cas particuliers de déstabilisation de pays ou de zones géographiques plus ou moins étendues, infiltration criminelle, trafics en tout genre, affrontements religieux, etc. Cette deuxième partie se clôt sur un chapitre consacré à la zone dite « indopacifique », dont l'importance est un peu artificiellement gonflée au profit des intérêts américains dans la région, avec l'objectif avoué d'entraîner leurs alliés occidentaux, dont la France, dans des opérations et des conflits qui ne correspondent pas vraiment à leur géopolitique.

La troisième partie, enfin, ouvre pour les lecteurs le passionnant dossier de la guerre économique, restée trop longtemps ignorée du grand public, malgré un travail de fond remarquable de l'École de guerre économique dirigée par Christian Harbulot. Le premier chapitre est bienvenu parce qu'il conceptualise, à partir des analyses de Jacques Bainville, dont les connaissances en matière économique ont été longtemps minorées, toute la richesse de la géoéconomie française, avec des précisions remarquables sur la souveraineté économique et la notion de « société stratégique ». Les chapitres suivants approfondissent les débats économiques contemporains par secteurs, touristique, énergétique, pharmaceutique, monétaire, les grandes routes maritimes de la mondialisation, par exemple, et par stratégies adoptées par les grands et moins grands acteurs économiques actuels. On ne peut être surpris lorsque l'on connaît Jean-Baptiste Noé, qu'il conclue ce tour d'horizon géopolitique général en mobilisant l'exemple et l'œuvre de Xénophon, « homme de pensée et d'action » avec l'objectif de tirer du passé antique des leçons profondes pour le monde d'aujourd'hui. Riche d'un appareillage de notes très fourni et d'un outil graphique et cartographique passionnant, cet ouvrage est l'image de ce que l'analyse de l'école française de géopolitique peut offrir de mieux.

Roger Pontus



Laborde Xemartin, Papin Francesca, Fattori Delphine
Mappemondes. Un voyage dans le temps pour raconter
le monde contemporain

Paris, Armand Colin, novembre 2023, 152 p.

Trois cartographes ont délibérément choisi l'approche globale, assez peu en vogue chez les géographes habituellement, pour représenter les phénomènes partagés à l'échelle du monde. Ce sont en effet cinquante cartes classées en cinq parties que nous proposent les auteurs et qui illustrent bien ce qu'ils veulent nous dire de la représentation : à la suite du rappel des principes cartographiques, le poulx de la terre, puis celui des sociétés, des habitants et la place dans l'espace. Délaissée par les atlas actuels, la spécificité de la mappemonde est à nouveau mise en valeur dans cet ouvrage dessiné, à l'esthétique malicieusement désuète, pour offrir au lecteur les informations multiples que ce genre de cartes peut offrir en distinguant notamment géographie humaine et géographie physique¹, ce qu'offrent plus difficilement les atlas plus récents dont la représentation repose sur des reproductions satellitaires.

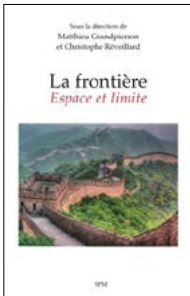
L'ouvrage nous fait comprendre mais de façon réversible combien si l'accès cartographique a été démultiplié à partir de l'an 2000, avec la fin du cryptage du signal militaire de géolocalisation par satellite en temps réel, le GPS, la cartographie n'a évidemment perdu ni ses caractéristiques propres ni sa puissance d'évocation. La précision du code graphique est, en effet, redevenu essentielle pour une représentation des données la plus précise possible, les points, les lignes, les formes, les couleurs qui jouent avec les effets et dont le langage est censé refléter la situation décrite. Mais le cartographe est responsable de l'image donnée, qu'elle suggère une hiérarchie, une opposition, des inégalités, une situation de conflit, une importance réelle ou disproportionnée. C'est pourquoi les auteurs ouvrent leur travail par une histoire méthodologique de l'apparition du globe terrestre avec Martin Benhaïm en 1492, les cartographes flamands et hollandais du XVII^e siècle jusqu'au projet collaboratif de cartographie en ligne *OpenStreetMap* de 2004, en passant par *l'Atlas général* de Paul Vidal de La Blache en 1894, composé de « quatre-cent-vingt cartes et cartons thématiques de coupes hypsométriques, de graphiques et ponctué de planisphères et de mappemondes », scindé en deux parties l'une historique et l'autre géographique, ainsi que l'indicatrice Tissot du cartographe français éponyme

1. « C'est *l'Atlas général Vidal-Lablache* publié en 1894 avec ses tableaux comparatifs, sa géographie descriptive, ses cartes chorographiques, ses profils altimétriques, l'époque où on distinguait géographie physique et géographie humaine » rappellent les auteurs en introduction, p. 6.

en 1851, sans oublier la « sémiologie graphique » du cartographe français Bertin (1918-2010).

La succession de mappemondes les plus passionnantes et illustratives, mais aussi les plus belles, éveille l'intérêt du lecteur sur des problématiques au long cours mais qui sont toujours d'actualité. Signalons notamment, le planisphère des zones d'équidistance à partir du littoral, la mappemonde du réseau hydrographique mondial, celle de la superficie terrestre couverte d'arbres, la géographie des vents et de la circulation atmosphérique, des « respirations » de la terre, par saison et par mois, de l'énergie sismique, de la maritimité, de l'insularité et de l'archipélagicité. La représentation des habitants apparaît sous les multiples aspects de la densité démographique, des migrations internes et internationales, des frontières, des conflits, des réseaux, etc. Avec sa présentation agréable et soignée, ce bel ouvrage emmène le lecteur à considérer sous un jour nouveau, nombre de sujets dont l'acuité est justement mise en relief par tous les atouts de la représentation par la mappemonde.

Roland Pipet



Matthieu Grandpierron, Christophe Réveillard (dir.)
***La frontière. Espace et limite*, préf. Charles Zorgbibe**
 coll. « Géopolitique du XXI^e siècle », Paris, SPM,
 novembre 2023, 454 p.

Cet ouvrage est publié au moment où le thème de la Frontière est attribué à la question des programmes de l'agrégation interne en Histoire et en Géographie pour la session 2024 ainsi que pour le CAPES externe d'Histoire et Géographie et du CAPLP (2023-2025), tout comme il est une des cinq questions du Bac en Histoire-géographie, géopolitique et Sciences politiques (HGGSP). C'est donc souligner, ô combien, à quel point cette thématique est essentielle pour appréhender les nombreux défis géopolitiques du moment. Bénéficiant du renouvellement récent de la recherche sur la géographie des frontières, cet ouvrage aborde notamment l'étude de son lent processus de linéarisation et la thématique du contrôle du territoire, l'analyse du rapport de force qu'elle exprime comme espace de conquête ainsi que la marge pionnière qu'elle peut représenter pour certains acteurs politiques. Les deux directeurs, Matthieu Grandpierron enseignant à l'École Polytechnique (mais aussi ancien des Universités de Leyde, d'Ottawa et de Columbia) et Christophe Réveillard, responsable de recherches à l'UMR 8596 Roland Mousnier (CNRS/Sorbonne Université) et à l'Institut de recherches sur les

civilisations de l'Occident moderne, professeur de module Jean Monnet (ancien enseignant à SciencesPo et directeur de séminaire à l'École de guerre), possèdent le profil internationaliste adapté au sujet.

L'ouvrage s'est construit sur la prise en compte de l'ensemble des disciplines nécessaires pour analyser correctement cette problématique située au cœur de l'analyse géopolitique, qu'il s'agisse de géographie, d'histoire, du droit mais également d'économie, de littérature et de philosophie. Les articles sont émaillés de plus d'une quarantaine de cartes et graphiques, et un cahier spécifique de cartes inédites commentées a été inséré pour l'analyse purement géographique des situations géopolitiques sélectionnées. À la suite d'une préface tout en subtilité du professeur Zorgbibe fondée sur l'expérience sans limite visible d'un des plus grands internationalistes français puis une présentation générale des directeurs, deux chapitres de « contextualisation » sur le thème de la frontière comme facteur de sécurité ou de menace ouvrent l'ouvrage proprement dit par une étude de sa représentation. La publication est scindée en quatre parties équilibrées. Les Études et l'anthologie historiques permettent tout d'abord par l'analyse des cas les plus remarquables s'étant succédés tout au long de l'histoire de comprendre l'affinement de la notion de frontière parmi la diversité des situations géopolitiques et des cultures. Puis, c'est l'utilisation de différentes aires géopolitiques qui est mobilisée pour appréhender au plus près de la réalité géographique du monde, les différences de perceptions au Proche-Orient, en Afrique, en Chine, en Russie, dans l'Union européenne et même en Arctique, notamment. Après l'enrichissement par la compréhension des facteurs historiques, celui par l'approche de l'espace dit « civilisationnel », permet à la perception du lecteur d'entretenir un lien très étroit avec la diversité de la notion de frontière. La troisième partie est consacrée à l'usage stratégique auquel sont souvent confrontées les frontières, entités contestées, clivages territoriaux et identitaires, soumises au jugement d'arrêts de la Cour internationale de justice, etc. C'est par le prisme géographique *stricto sensu*, qu'est consacrée la partie suivante avec un focus cartographique constitué d'un cahier de cartes en couleur expliquées et commentées et un article non dénué d'humour du grand géographe français de la Sorbonne, André Louchet, intitulé « Sur les frontières extravagantes du monde : des justifications géographiques aux prétextes juridiques ». La dernière partie élargit le spectre de l'horizon disciplinaire de la notion en évoquant « La frontière dans les œuvres politiques, littéraires et philosophiques », avant de se conclure sur un travail des deux directeurs, Matthieu Grandpierron et Christophe Réveillard, posant la question des revanches de la frontière et une postface du philosophe Philippe Benetton, « Sur le bon usage des frontières ». Cet ouvrage complet possède une

remarquable bibliographie thématique assez exhaustive, un *index* des notions et des noms tout à fait bienvenu, et les notices biographiques des auteurs.

La publication de ce travail est une mise au point de l'état de la recherche universitaire en France et à l'international sur la notion de frontière tout en offrant aux lecteurs la pédagogie nécessaire pour pénétrer l'ensemble de ses linéaments passionnants ainsi qu'un manuel indispensable à la préparation aux concours.

Renaud Ponant



Élie Guckert

Comment Poutine a conquis nos cerveaux.

10 ans de propagande russe en France

Paris, Plon, 2023

Ouvrage caricatural dans sa forme et ses développements, cet ouvrage cumule les errements d'un militantisme que l'auteur voudrait faire passer sous une forme d'ouvrage d'investigation, voire de recherche universitaire. Très introduit dans les médias convenus, *Mediapart*, *Disclose*, *L'observatoire du conspirationisme*, *Slate France* ou *Street presse*, l'auteur défend la thèse d'une pénétration en profondeur de réseaux russes au cœur de la désinformation journalistique ou dans les réseaux sociaux en France.

On aurait pu s'attendre à une démonstration fondée sur des faits et analyses grâce à une investigation poussée dans lesdits réseaux, mais le lecteur ne peut que constater que l'ouvrage n'est qu'une compilation d'articles de l'auteur essentiellement sur la question syrienne, très peu sur la question ukrainienne, et avec un style journalistique engagé, rapide et interprétatif peu indiqué pour un travail d'une longueur de 254 pages. L'ouvrage aurait été d'ailleurs heureusement plus réduit si l'on y avait ôté tous les qualificatifs excessifs et outranciers dont l'auteur gratifie tous ceux qu'il n'aime pas. C'est là que réside la très grande difficulté qu'à l'auteur à pouvoir convaincre le lecteur saturé de caricatures, de lieux communs et de stéréotypes dès les premières pages de présentation. La démonstration n'évite pas les nombreuses contradictions puisque par exemple, à l'affirmation que tous les réseaux russes en France ont une connexion avec l'extrême droite, les néo-nazis ou l'« ultra nationalisme », l'auteur y fait correspondre également Nicolas Sarkozy, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon, la France insoumise et la CGT...

RP



Questions internationales

« Fracturation(s), 20 ans de relations internationales »

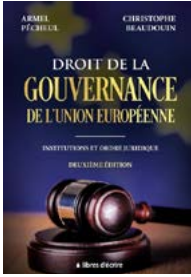
La Documentation Française, n° 122, déc. 2000-23 jan. 2024

C'est l'incertitude qui règne (transition ou rupture ?), au moment de la transformation d'un monde que l'on croyait tellement immuable qu'une théorie de « la fin de l'histoire » lui avait même été consacrée, lorsque le sommet de sa domination hégémonique avait été atteint. Il s'agit bien évidemment de l'ordre occidental des relations internationales. Au moment où il semble que l'alternative proposée atteigne quelque crédibilité, le numéro spécial de la revue *Questions internationales* dédié aux vingt dernières années est une excellente occasion de faire le point et de repérer les lignes de force qui semblent dessiner un avenir restant cependant très incertain.

Le monde semble tout d'abord ne pas vouloir donner l'impression de revenir vers le multilatéralisme le plus débridé que l'on avait connu précédemment. Des notions comme la guerre économique, la protection des marchés nationaux, qui ne s'apparente cependant pas au protectionnisme, l'explosion des phénomènes migratoires tant intérieurs qu'extérieurs aux États, ont favorisé le retour à la préférence portée à la souveraineté nationale et à la méfiance vis-à-vis de la moralisation occidentale des relations internationales. Ce qui nous amène à un deuxième phénomène qui est la constitution d'un partenariat d'États, sous l'influence de la Chine et de la Russie, créé d'abord à fin de protection face à l'ingérence occidentale puis de plus en plus porté à constituer une sorte de proposition d'alternative au système occidental. Dans ce cadre, la diminution de l'influence américaine, l'accord, certes relatif, entre les trois grands, Chine Russie, Inde, et le nombre croissant des États qui veulent les rejoindre, rompt avec l'unilatéralisme paradigmatique en faveur non d'une multipolarité mais d'une pluripolarité qui semble dessiner la scène internationale de demain.

Les guerres des vingt dernières années enfin, ont démontré la permanence des considérations tactique et stratégique de fond. La catastrophe qu'aura été pour l'organisation des armées occidentales la Révolution des affaires militaires (RAM), doctrine venue d'outre-Atlantique, et qui organisait les armées en une seule force de projection dont la supériorité était fondée sur la maîtrise aérienne et les bombardements intensifs, liée plus récemment avec l'erreur fondamentale des forces occidentales de parier sur une guerre de cinquième génération en Ukraine, aura sérieusement discrédité la capacité d'une organisation militaire intégrée telles que l'OTAN à protéger ses membres et garantir la paix.

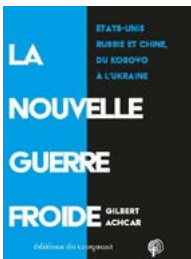
RP



Armel Pécheul, Christophe Beaudouin
Droit de la gouvernance de l'Union européenne.
Institutions et ordre juridique
 Libre d'écrire, 2023

C'est véritablement une Union européenne décryptée que nous présentent les universitaires Armel Pécheul et Christophe Beaudouin. Spécialistes de l'organisation administrative et politique de l'Union européenne, les deux auteurs travaillent dans ce fort ouvrage de 701 pages, à faire comprendre précisément combien le droit de l'intégration est, comme son nom l'indique, un droit s'insérant, recomposant les droits nationaux des États membres. Mais plus encore, le lecteur sera saisi par la démonstration politique cette fois de la transformation de la nature du pouvoir au sein de l'Union européenne en une gouvernance transversale et globale. La plongée dans cette somme débute par le rappel historique de l'Europe des États souverains à l'Europe des transferts de souveraineté. Bien que non-atteint, l'achèvement du processus d'intégration semble, selon les auteurs, prendre la forme d'un fédéralisme désétatisé, proposition très originale en sciences politiques et qui ne manque pas de pertinence. L'analyse se poursuit à propos de la structuration du pouvoir dans l'Union européenne, les rapports inter-institutionnels et son ordre juridique. Les développements sur les caractères et l'autorité du droit de l'Union européenne sont tout à fait révélateurs des débats du moment à propos de l'intégration immédiate à l'ordre juridique des États membres, l'effet direct du droit de l'intégration et la primauté de ce même droit sur ceux nationaux, d'abord par la jurisprudence de la Cour de justice puis sa consécration dans le cadre du traité de Lisbonne par la déclaration 17. L'avantage que présente ce travail au long cours, est de s'être débarrassé des pesanteurs habituelles concernant ce marronnier de l'édition qu'est le système européen d'intégration. Cette liberté de ton qui n'exclut pas la précision dans l'analyse juridique et politique, permet une compréhension plus fine des mécanismes internes et des débats interminables autour de l'Union européenne.

RP



Gilbert Achcar
La nouvelle Guerre froide. États-Unis, Russie et Chine, du Kosovo à l'Ukraine
 Vulaines sur Seine, éd. du Croquant, 2023, 360 p.

Il convient de saluer, comme il se doit à sa juste mesure, ce livre d'ampleur de Gilbert Achcar, professeur en relations internationales et études de développement à l'École des études orientales

(SOAS) de l'Université de Londres. Originaire du Liban, il a été enseignant à l'université de Paris-8 et chercheur au Centre Marc Bloch de Berlin avant de s'établir à Berlin en 2007. C'est précisément cette riche diversité linguistique, culturelle, et historique qui lui permet d'embrasser l'ensemble des questions internationales d'un vaste et pénétrant regard.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché un déluge d'ouvrages sur la forme des relations internationales le long de la ligne de fracture géopolitique Est-Ouest, avalanche ininterrompue depuis lors. La référence à une Nouvelle Guerre froide a dominé ces propos.

Alors que l'animosité dans les relations entre la Russie et l'Occident géopolitique (« l'Occident collectif » de la Russie) atteignait un paroxysme comparable aux moments les plus inquiétants de la Guerre froide, c'est un paradoxe saisissant que de nombreux commentateurs aient seulement commencé à annoncer le *début* d'une nouvelle guerre froide. D'autres ont même hésité à aller aussi loin, se contentant de mettre en garde contre l'avènement potentiel d'une Nouvelle Guerre froide, 2.0. Comme si elle ne battait pas déjà son plein. Depuis le commencement de ce siècle, il y a eu une myriade de proclamations du début d'une Nouvelle Guerre froide ou de mises en garde contre son possible amorce, surgissant par intermittence après chaque période de tension Est-Ouest comme des champignons après la pluie. L'état chaotique du débat sur la notion apparemment évasive d'une Nouvelle Guerre froide témoigne en premier lieu de l'absence de clarté sur ce qu'est une « guerre froide ». C'est pourquoi le chapitre d'introduction de ce livre est consacré à l'exploration et à la clarification de ce concept, condition préalable à toute discussion utile de ses usages. Les avertissements n'avaient pas manqué, comme celui de Kenneth Waltz, un des grands théoriciens des relations internationales américain : « Les raisons d'élargir l'OTAN sont faibles. Les raisons de s'opposer à son expansion sont fortes. Celle-ci dessine de nouvelles lignes de division en Europe, aliène ceux qui sont laissés pour compte et ne saurait se fixer une limite logique à l'ouest de la Russie. Elle affaiblit les Russes les plus enclins à la démocratie libérale et à l'économie de marché. Elle renforce les Russes de tendance opposée. Elle diminue l'espoir de nouvelles réductions importantes de l'armement nucléaire. Elle pousse la Russie vers la Chine au lieu de l'attirer vers l'Europe et l'Amérique [...] S'aliéner la Russie en élargissant l'OTAN, et s'aliéner la Chine en donnant des leçons à ses dirigeants sur la façon de gouverner leur pays, sont des politiques que seul un pays beaucoup plus fort peut se permettre, et que seul un pays insensé peut être tenté de pratiquer. Les États-Unis ne peuvent empêcher la formation d'un nouvel équilibre des puissances. Ils peuvent hâter sa venue comme ils se sont appliqués à le faire jusqu'ici. »

Le propre entendement du concept de guerre froide, combinée avec son analyse de la guerre du Kosovo de 1999, a conduit Gilbert Achcar à diagnostiquer le début de ce qu'il a appelé une Nouvelle Guerre froide depuis cette fin tumultueuse du xx^e siècle. Dans la foulée de cette guerre, il a écrit un texte intitulé « Raspoutine joue aux échecs ou comment le monde bascula dans une Nouvelle Guerre froide », publié – avec un précédent article intitulé « La triade stratégique : les États-Unis, la Russie et la Chine » écrit en 1997 et paru d'abord en traduction anglaise, l'année suivante, dans la *New Left Review* de Londres – dans un petit livre intitulé *La Nouvelle Guerre froide. Le monde après le Kosovo*, paru en 1992². C'était le premier livre de l'après-1990 dont le titre faisait référence au début d'une Nouvelle Guerre froide, une « guerre froide » propre au xxi^e siècle impliquant les deux acteurs centraux de la précédente – les États-Unis et la Russie (auparavant, nation dominante de l'Union soviétique) – ainsi qu'un nouvel acteur majeur enclin à s'allier à cette dernière : la Chine. En fait l'expression de « Nouvelle guerre froide » avait déjà été employée, notamment par Stanley Hoffman en 1980 à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, le 24 décembre 1979. Mais ce regain de tension Est-Ouest s'inscrivait dans le cycle de la guerre froide déclenchée en 1947 et ponctuée de phases de détente et de tensions. De plus, la Chine se rangeait alors plutôt du côté des États-Unis, fustigeant l'« impérialisme soviétique ». Désormais c'est à une tout autre configuration des forces auxquelles on a affaire, ce que dis-
sèque parfaitement l'auteur.

Son livre ayant été épuisé en quelques mois, il a longtemps entretenu le projet de le rééditer en saisissant cette occasion pour mettre à jour son analyse, étant persuadé que la thèse de la Nouvelle Guerre froide était sans cesse confirmée par les événements ultérieurs. Diverses circonstances ont concouru à ce qu'il reporte ce projet continuellement, jusqu'à la nouvelle crise ukrainienne qui s'est nouée à partir du printemps 2021. Cette crise qui déboucha sur l'invasion russe de l'Ukraine lui a semblé à juste titre être l'aboutissement du processus enclenché dans les années 1990. Elle a fini par le convaincre de suspendre d'autres travaux pour consacrer le temps nécessaire à la rédaction du présent ouvrage. L'augmentation exponentielle des références à la Nouvelle Guerre froide tant dans les médias que dans les titres de livres et d'articles de revues depuis la crise ukrainienne précédente de 2014, ainsi que la détérioration des relations entre Washington et Pékin particulièrement depuis l'accession à la présidence de Donald Trump en 2017, ont contribué à m'inciter à franchir le pas.

2. Achcar Gilbert, *La Nouvelle Guerre froide : Le monde après le Kosovo*, Paris, PUF, 1999, 112 p.

Le présent livre en est le résultat. Les deux anciens chapitres qui composaient son livre de 1999 sont reproduits ci-après dans la première partie du présent livre, sans modification autre que stylistique ou typographique. Ce choix n'a pas été fait dans le but démontrer qu'il avait eu raison, mais dans celui de démontrer qu'il était possible de reconnaître il y a deux décennies que le monde avait été placé sur une trajectoire susceptible de conduire à la situation présente, hautement explosive. Ces deux chapitres n'ont rien perdu de leur pertinence et que leur examen détaillé des événements des années 1990 est crucial pour la compréhension de la situation mondiale actuelle. Ils sont précédés du chapitre introductif déjà mentionné et suivis de la section la plus longue de ce livre (partie II), qui comprend deux chapitres : le premier porte sur l'évolution de la Russie sous Vladimir Poutine, et le second sur la Chine – les deux pays étant principalement considérés sous l'angle de leur politique étrangère et de leurs relations avec les États-Unis, avec une évaluation de l'interaction de ces politiques avec les facteurs internes propres à chaque pays.

Au-delà de la description détaillée et argumentée des faits qui se sont déroulés de la chute de l'URSS à la situation actuelle, ce qui compte dans l'ouvrage de Gilbert Achcar est son analyse aigüe du concept de guerre froide. La meilleure indication que l'opposition idéologique entre l'URSS et les États-Unis n'a pas constitué la ligne de fond de la Guerre froide de l'après-1945 est que le concept de « guerre froide » existait avant la naissance de l'Union soviétique – bien que pas trop longtemps avant, comme ce serait le cas s'il fallait croire ceux qui font remonter l'expression au XIV^e siècle. À cette lointaine époque, Don Juan Manuel, fils de l'Infant Manuel de Castille, utilisa l'expression « guerre tiède » – transcrite par erreur en « guerre froide » par un éditeur du XIX^e siècle. Mais il ne faisait que souligner les faibles fréquence et intensité des engagements dans la guerre en cours entre chrétiens et musulmans en Espagne, une situation qui n'a rien d'exceptionnel.

La première utilisation connue du terme « guerre froide » dans son sens contemporain a été faite par le dirigeant socialiste allemand et marxiste « révisionniste » Eduard Bernstein. Sa création du concept est cependant rarement reconnue. Le terme apparaît deux fois en fait dans des documents sous le nom de Bernstein. La première fois était en 1893, dans un article de *Die Neue Zeit*, la revue théorique du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Bernstein vivait alors en exil à Londres, en contact politique étroit avec Friedrich Engels, ami le plus proche et complice intellectuel de Marx. Remarquablement, Engels avait prévu la marche vers la Guerre mondiale et la forme horrible qu'elle prendrait. Il avait publié la

même année dans l'organe central du SPD, *Vorwärts*, une série d'articles en faveur du désarmement, réimprimé en brochure peu après.

L'article de Bernstein, pour sa part, comprenait une critique acerbe du militarisme allemand dans une veine similaire, et utilisait l'expression « guerre froide » (*kalte Kriegsführung*) pour décrire la politique intensive d'armement suivie par l'Allemagne : l'Allemagne est considérée comme le pays du militarisme avant tout, et avec cela, ou à cause de cela, comme la véritable menace permanente contre la paix. Il est facile de dire que l'Allemagne ne s'arme que pour maintenir la paix. Tout d'abord, cet armement continu, qui oblige les autres à imiter l'Allemagne, constitue lui-même une sorte de guerre, pour ainsi dire – on ne sait pas si le terme a déjà été utilisé, mais on pourrait dire que c'est une guerre froide. Il n'y a pas de tirs, mais il y a de la succion de sang. Mais alors chacun sait bien que cette succion de sang – qui, comme le harakiri japonais, se déroule de telle manière que chaque nation s'attache à elle-même la pompe à sang et pousse ainsi l'autre à l'imiter – conduit en vertu de sa logique intérieure à s'attaquer, au moment opportun, à l'adversaire qui est moins bien placé.

La seconde occasion connue à laquelle Bernstein a utilisé le terme « guerre froide » (*kalte Krieg* cette fois-ci, comme dans l'expression moderne) était au Reichstag, le parlement allemand, dont il fut membre plusieurs années durant entre 1902 et 1928. Le terme apparaît dans les procès-verbaux du Reichstag, dans le compte rendu in extenso d'un discours que le dirigeant social-démocrate prononça devant la Chambre le 14 mai 1914, un mois et demi à peine avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale : [L]a paix que nous avons dans le Reich allemand n'est qu'une non-guerre, mais ce n'est pas encore une vraie paix. Toutes les invitations que le Reich allemand a reçues d'autres parties – si ce n'est officiellement, du moins en provenance d'une source officielle – à poursuivre une politique de désarmement, de ralentissement de l'armement, ont toutes été purement et simplement rejetées par la partie allemande. Nous continuons cette guerre silencieuse, cette guerre froide, comme on l'a appelée, la guerre de l'armement, de la surenchère en matière d'armement. C'est là, en effet, une définition bien plus utile et appropriée du concept de « guerre froide » que son assimilation à la « confrontation entre le capitalisme et le socialisme » pour cause d'idéologie.

La guerre froide est un concept de l'ère de l'industrie et de la guerre totale, lorsque la technologie militaire s'est développée parallèlement à un progrès technologique général de plus en plus rapide, conduisant à un coût toujours plus élevé de la « course aux armements » – un concept concomitant appartenant à la même époque historique. Dans ce sens précis, la « guerre froide » désigne la préparation active

d'une guerre réelle, avec ce qu'implique sur le plan économique le fait de maintenir un état de préparation à la guerre avec un effort constant pour s'assurer une supériorité potentielle sur l'adversaire, ou pour préserver un équilibre des forces militaires.

La raison pour laquelle le terme « guerre froide » est devenu dominant après 1945 ne réside pas dans la confrontation doctrinale entre Moscou et Washington. L'hostilité idéologique entre l'Union soviétique, d'une part, et l'Allemagne nazie et ses alliés de l'Axe, d'autre part, et entre chacune de ces parties et les puissances libérales, n'était pas moins aiguë avant la Seconde Guerre mondiale, si elle n'était pas en fait plus aiguë. La raison réside dans un tout autre facteur : la bombe atomique. En effet, c'est un truisme qu'un effet paradoxal de l'arme nucléaire a été de rendre improbable la perspective d'une véritable guerre entre les États qui la détiennent, pour le motif évidente qu'une telle guerre entraînerait une « destruction mutuelle assurée » – expression dont l'acronyme anglais MAD (fou) résume très bien l'état d'esprit qu'il faudrait pour prendre l'initiative d'une guerre de ce type, « équilibre de la terreur » qui a prévalu entre les deux superpuissances rivales de l'après-guerre – après que l'URSS eut effectué son premier essai atomique en 1949, quatre ans après les bombardements américains d'Hiroshima et de Nagasaki – est la principale, sinon la seule raison pour laquelle le Grand Jeu à somme nulle entre les deux superpuissances a duré quatre décennies sans dépasser les confins d'une « guerre froide ». Dans la définition qu'en a donnée Raymond Aron en 1951, cette dernière est « une guerre limitée, détermination qui porte non sur les défis, mais sur les moyens employés par les belligérants ». La même année, le célèbre théoricien français de la guerre à l'ère nucléaire formulait l'hypothèse que cette « guerre limitée » se traduirait par « le choc de deux stratégies d'usure » pouvant conduire à « une épreuve de force prolongée au cours d'une génération.

Comme dans une spirale, nous voilà revenus au point de départ, mais à un niveau beaucoup plus élevé, et plus complexe, donc éminemment dangereux.

Eugène Berg



Emmanuel Todd

La Défaite de l'Occident

Paris, Gallimard, 2024, 370 p.

Emmanuel Todd, démographe, sociologue et historien à ses heures, ne laisse personne indifférent. Depuis près d'un demi-siècle, il bouscule nos certitudes par ses analyses géopolitiques adossées à ses travaux d'anthropologie familiale. Il fait figure de prophète depuis 1976. Aucun de ses propres livres n'omet de le

rappeler : il a, cette année-là, annoncé le premier dans *La Chute finale*³ que l'URSS allait tomber, en se fondant sur l'augmentation du taux de mortalité infantile observée dans la première moitié des années 1970.

En fait, il ne fut pas le premier à avoir prédit la décomposition du régime soviétique : le mérite en revient à Michel Garder, ami de mes parents que j'ai connu dans ma jeunesse, lequel, l'avait envisagé dès 1965 dans son ouvrage précurseur⁴. Apportons cette nuance : non pas l'effondrement inéluctable de l'URSS, mais bien l'agonie du système, en somme l'idée que l'Union n'aurait pu perdurer qu'à la seule condition de s'être fondamentalement transformée, comme l'a souhaité jusqu'au dernier moment Gorbatchev. Certes, Michel Garder s'est trompé en estimant que la dernière version de la théocratie marxiste-léniniste en Russie pourra difficilement se prolonger au-delà de 1970, mais son analyse reste prémonitoire : « Il est non moins difficile de se prononcer sur la nature exacte du futur système. Logiquement, pacifique ou violente, la révolution devrait déboucher sur une forme démocratique, socialiste et relativement libérale. À la stricte centralisation existant actuellement en URSS pourrait succéder une fédération plus déconcentrée. L'hypothèse d'un éclatement partiel de l'ensemble n'est pas à écarter non plus. » « Il est certain toutefois que cette révolution (russe) ne signifiera pas pour autant la fin du communisme. En fait, elle ne fera probablement qu'entériner une réalité présente, à savoir que le vrai communisme ne peut plus être que chinois. À l'affrontement Est-Ouest se substituera, au moins pour un certain temps, la confrontation Nord-Sud. » Le fait qu'il ne restât de communisme que chinois avait déjà été envisagé par Gueorgui Plekhanov, le père du marxisme russe, qui avait prédit que la Révolution d'Octobre ne pouvait déboucher, au mieux, que sur un « Empire chinois badigeonné de rouge ».

Pour en revenir à Emmanuel Todd, les historiens, qui ont renoncé à éclaircir le réel par des causes uniques, ne reprennent pas tous son interprétation. Certes, les démographes spécialistes de la population soviétique ont établi que cette augmentation avait été temporaire. L'essayiste écrit lui-même, dans son nouveau livre *La Défaire de l'Occident*, qu'il lui semble « maintenant » plus juste d'expliquer l'effondrement du régime par l'émergence « d'une classe moyenne éduquée supérieure ». En fait, c'est bien d'une implosion, dont les causes ont été principalement économiques, dont il s'est agi.

3. Todd Emmanuel, *La Chute finale : Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, éd. Robert Laffont, 1976 (nouvelle éd. en 2004, 368 p.).

4. Garder Michel, *L'agonie du régime en Russie soviétique*, Paris, La Table ronde, 1965, 206 p.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, a effaré les Occidentaux et surpris tous les observateurs. Le résultat, c'est cet essai, dense et habilement construit, dans lequel Emmanuel Todd s'applique à tirer tous les enseignements du conflit à grand renfort de références bibliographiques, de données économiques et d'études anthropologiques. La guerre d'Ukraine lui apparaît ainsi et avant tout comme un révélateur de l'effondrement des États-Unis et du Royaume-Uni.

Emmanuel Todd a intitulé son ouvrage « La défaite de l'Occident », en évitant de reprendre le titre de déclin, immortalisé par Oswald Spengler⁵. Il aurait pu parler de déclin ou de chute, ce qui implique la possibilité de se relever, de redresser le déclin. Défaite est un terme fort, sans rémission aucune, qui nous cingle au visage, et c'est la raison pour laquelle il l'a employé.

Aujourd'hui, il annonce de manière péremptoire la fin d'un Occident ravagé par le « nihilisme ». C'est un thème qui lui est cher, il l'a déjà abordé dans ses précédents écrits⁶. Il tire son constat en se livrant successivement à une analyse des principaux acteurs du jeu international qui s'affrontent en et autour de l'Ukraine. Que voit-il ? Une Russie stabilisée, qui – cela est assez osé – est classée comme une démocratie « autoritaire. Une société ukrainienne qui se désintègre – alors qu'elle a su faire preuve d'une étonnante résilience. Des anciennes démocraties populaires taraudées par la mauvaise conscience. Une Europe qui, en se rangeant sous l'aile protectrice américaine, a renoncé à son rêve d'indépendance, ce qui est vrai, bien que l'on doive plutôt parler d'« autonomie stratégique » selon Emmanuel Macron... Quant à la Grande-Bretagne, Emmanuel Todd observe avec une *Schadenfreude* à peine dissimulée, son affaissement. Les pays scandinaves rejoignent l'OTAN (Finlande, Suède) ou se montrent les fidèles relais de Washington, en plaçant leurs anciens premiers ministres à la tête de son secrétariat général (le Danois Anders Fogh Rasmussen, et le Norvégien Jens Stoltenberg).

Au terme de cette analyse, il en vient au cœur de son livre, à savoir le trou noir américain. Il ne mâche pas ses mots en écrivant que le vrai problème auquel le monde est confronté, ce n'est pas la volonté de puissance russe, c'est la décadence de son centre américain, elle est sans limite. Le lecteur appréciera, car si l'Amérique s'enfonce dans l'abîme, pourquoi agir et non observer tranquillement sa chute. Sur quoi, fonde-t-il un constat aussi implacable ? C'est que, contrairement aux États-Unis, de Roosevelt à Eisenhower, le système de l'empire américain tourne

5. Spengler Oswald, *Le Déclin de l'Occident*, 2 Vol., Paris, éd. Gallimard, 1948, 888 p.

6. Todd Emmanuel, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008, 320 p. ; Todd Emmanuel, *Après l'empire*, Paris, Gallimard, 2002, 240 p.

aujourd'hui dans le vide. Les élites ne cherchent que le pouvoir et l'argent. Mais surtout (ce qui a conduit Trump au pouvoir et risque de l'y ramener, c'est l'effondrement des classes moyennes – partout, lit des populismes.

Depuis les années 2010, on a assisté à une baisse de l'espérance de vie des adultes blancs et à une hausse de la mortalité infantile désormais supérieure à celle de la Russie. Le paradoxe c'est qu'avec les dépenses de santé les plus élevées du monde (18,8 % du PIB), la santé des Américains ne fait que se dégrader. Plus encore et c'est l'argument ultime, c'est le niveau éducatif de la population qui chute, du fait de l'effacement du protestantisme, de cette fameuse élite WASP qui a cédé les commandes depuis longtemps aux catholiques, aux Noirs, aux descendants d'Indiens ou d'Asiatiques. La disparition de la méritocratie clôt un chapitre de l'histoire américaine.

Est-ce là pour autant la fin de l'histoire de Fukuyama révisée ? « Nous ne sommes plus en démocratie », assène Emmanuel Todd, car ce ne sont que des oligarchies qui sont au pouvoir, mais ce n'est pas la même chose en Russie avec les *siloviks* (ou « silovarques »), issus du KGB- FSB) ou en Chine avec les princes rouges ? Emmanuel Todd est donc persuadé que l'extinction du protestantisme entraîne la « désintégration » d'un Occident où l'État-nation se décompose. Selon Emmanuel Todd, ceci a mené l'Amérique du néolibéralisme au nihilisme... La « disparition des institutions protestantes » conduit plutôt à la prolifération d'un néo-protestantisme diffus qui n'est plus « contenu ». Le « protestantisme zéro », c'est un protestantisme infini, comme l'a montré Joseph Bottum⁷.

En conclusion, Emmanuel Todd, persuadé que la défaite (inéluçtable) de l'Ukraine entraînera la dislocation de l'OTAN, pense que l'Allemagne elle-même, qu'il a longtemps fait profession de critiquer, pourrait paradoxalement sortir à son avantage du fiasco de l'axe Washington-Londres-Varsovie-Kiev dans le conflit actuel. Comment ? En retrouvant la voie d'une coopération raisonnable avec son grand voisin russe, amorcée en 2001 avec le discours de Poutine au *Bundestag* et brutalement interrompue au printemps 2008 à l'initiative de Washington. Doit-on y voir un nouvel axe Berlin-Budapest-Bratislava ? Il y a encore loin de la coupe aux lèvres, mais attendons, nous glisse-t-il. Aussi son ouvrage, qui fait grincer bien des dents, doit nous inciter à sortir des sentiers battus et de notre confort quotidien.

Eugène Berg

7. Bottum Joseph, *An Anxious Age : The Post-Protestant Ethic and the Spirit of America*, Veghel (Pays-Bas), Image Books, 2014, 296 p.